Pourquoi faut-il que les plus hauts dirigeants malgaches, au lieu d'avoir des réactions d'hommes d'Etat, se conduisent-ils en personnages irresponsables s'amusant à jouer à Ponce Pilate à propos de faits dont ils sont directement responsables? Le dernier en date, n'est autre que le Premier ministre, Jean Ravelonarivo. Ce, à propos des trafics illégaux de bois de rose à Madagascar. Ils se sont tellement amplifiés ces derniers mois que la communauté internationale est sortie de sa réserve. Avec, comme porte-parole, la CITES (Convention sur le Commerce International d'Espèces Menacées de Faune ou Flore Sauvage). Et, comme support médiatique, le journal «*Le Monde*». Extraits ci-après:

Le Monde Afrique

La Une | Pays | Politique | Économie | Sport | Culture & Style | Monde

COMPTE RENDU

Madagascar continue de fermer les yeux sur le trafic du bois de rose

Par **Laurence Caramel**

LE MONDE | Le 14.01.2016 à 17h52 • Mis à jour le 14.01.2016 à 20h46

Rien ni personne ne semble être en mesure de contrer le pillage à large échelle des ressources naturelles de Madagascar par les élites politiques et économiques de l'île. Jeudi 14 janvier, le comité permanent de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites), réuni à Genève, a été contraint de durcir ses sanctions face à l'inertie du gouvernement dans la lutte contre le trafic de bois de rose, un bois précieux prisé par les nouveaux riches chinois et utilisé dans la fabrication de meubles de luxe.

Resté lettre morte depuis son adoption en août 2013, l'embargo promis par Madagascar sur toutes sur les exportations de bois de rose et d'ébènes va désormais se doubler de l'interdiction faite à toutes les parties de la Cites, soit 181 pays, d'importer ces essences illégalement exploitées. Les Etats bien connus (Tanzanie, Kenya, Singapour, Sri Lanka, Mozambique) par lesquels transitent les containers remplis de grumes interdites avant leur destination finale, la Chine, deviennent à leur tour responsables de mettre un terme à ce trafic. A défaut d'agir, elles pourraient être tenues pour complices.

Pour le secrétariat de la Cites, il s'agit d'un ultime avertissement adressé aux autorités de la Grande Ile avant qu'il ne recommande un embargo total sur le commerce malgache d'espèces protégées classées à la convention. Si Madagascar ne démontre pas sa volonté d'agir rapidement, cette proposition, portée par l'Union européenne, pourrait être soumise à l'approbation des membres de la convention lors de la prochaine conférence de la Cites prévu en septembre, à Johannesburg.

« *Tout le monde est fatigué par le double jeu des Malgaches* », confie un diplomate très au fait du dossier. Des millions de dollars ont été engagés pour aider le pays à mettre en place un plan d'action. La Banque mondiale, Interpol, l'Organisation mondiale des douanes, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime collaborent pour démanteler les réseaux mafieux tenus par les barons du *bolabola*, le bois de rose en malgache. En vain.

Sur fond bleu: ***« Tout le monde est fatigué par le double jeu des Malgaches »,*** confie un diplomate très au fait du dossier.
Des millions de dollars ont été engagés pour aider le pays à mettre en place un plan d'action. La Banque mondiale, Interpol, l'Organisation mondiale des douanes, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime collaborent pour démanteler les réseaux mafieux tenus par les barons du
bolabola
, le bois de rose en malgache. En vain.

Ainsi donc, Jean Ravelonarivo peut quitter *"tranquillement"* son poste de Premier ministre, sans aucune crainte d'être poursuivi (et il a un 4X4 coûtant des centaines de millions d'ariary, attention, il va très vite...), ayant bonne conscience? C'est un peu trop facile...

En réponse à cela, le Premier ministre Jean Ravelonarivo, a déclaré à qui veut l'entendre, le 19 janvier 2016:

« Tout le monde peut dire ce qu'il veut… Nous avons fait beaucoup d'efforts malgré les allégations de certains. Je ne peux pas empêcher quiconque de dire ce qu'il veut. J'ai la conscience tranquille ». Ce n'est même plus de la désinvolture, c'est de l'inconscience doublée d'un mépris affiché. Pour lui donc, il ne s'agit que d'une question de « *conscience »*
et, par synergie, il peut partir
« tranquille »
?
Seulement, parmi les

« certains »
, hormis le Sg de la CITES, il y a Sally Jewell, ministre américain de l'Intérieur qui, le même jour, a donné une télé-interview en direct
. Et pour les Etats Unis, croyez-moi, l'enquête ne va pas se contenter de ces simples déclarations d'irresponsable… Rappelons-nous le cas de l'entreprise Gibson qui avait fabriqué des guitares avec du bois de rose illégalement importé de Madagascar (
ICI
).

U.S. DEPARTMENT OF STATE
DIPLOMACY IN ACTION

Wildlife Trafficking in Africa: a Conversation with U.S. Secretary of the Interior Sally Jewell
Sally Jewell, Secretary, U.S. Department of the Interior
Washington, DC
January 19, 2016

Wildlife Trafficking in Africa

8:30 A.M. EST

THE WASHINGTON FOREIGN PRESS CENTER,
WASHINGTON, D.C.

This part – next part of the question is specific to Madagascar, but you could broaden your response to include Africa in general: "**According to international organizations, the second destination country for rosewood from Madagascar after China is the U.S.** Does it mean you cannot control the import of non-raw precious wood logs? Are there any measures to block this illegal trade?"

En gras: « *Selon des organisations internationales, le deuxième pays de destination pour le bois de rose de Madagascar après que la Chine est les États-Unis…* ».

TRADUCTION LIBRE DE LA QUESTION ET DES REPONSES DE CETTE TELE-CONVERSATION

MODERATEUR

Merci, au Secrétaire Jewell d'avoir bien voulu être parmi nous pour nous répondre. La première question vient d'un journaliste à Madagascar, M. Mathieu Ramasiarisolo, du Journal Taratra: *« les pays majeurs ont-ils un accord commun contre l'importation de la faune et de la flore en danger de l'Afrique ? Si oui, pourquoi sont-ils efficaces et quelles mesures les États-Unis pourraient-ils mettre en œuvre ou suggérer? »*.

Une partie de la question est spécifique à Madagascar, mais vous pourriez élargir votre réponse pour inclure l'Afrique en général : *"selon des organisations internationales, le deuxième pays de destination pour le bois de rose de Madagascar après que la Chine est les États-Unis. Signifie-t-il que vous ne pouvez pas contrôler l'importation de rondins en bois précieux travaillés? Il n'importe quelles mesures doit bloquer ce commerce illégal ?"*
.

SALLY JEWEL

Bien. Merci beaucoup pour la question. Il y a deux lois-clés aux États-Unis que nous utilisons pour faire respecter le trafic de faune et flore et le trafic des rondins illégaux comme le bois de rose, par exemple. La CITES est une convention internationale. Elle se réunira en Afrique du Sud cette année. Ce sera le Conseil des 17 partis, je pense. C'est un droit international auquel les États-Unis se sont inscrits
pour faire respecter sur ses propres lois et c'est la législation-clé que nous utilisons pour poursuivre le trafic de faune et flore ici. Ainsi, nous avons effectivement des lois en place. Le défi, pour nous et pour d'autres pays, est dans l'application. Mais nous nous y attelons, ça ne fait aucun doute. Nous travaillons avec des ports dans le monde entier aussi bien que nos propres ports pour identifier la contrebande de ces produits. Nous utilisons des outils supplémentaires pour pouvoir identifier ce qui se trouve dans les expéditions et nous sommes actifs dans les poursuites judiciaires
.

L'Acte de Lacey (*Lacey Act*) est la loi que nous utilisons dans l'importation illégale de bois de rose (travaillé ou non). Cela arrive pour la fabrication de guitares, etc.
Nous l'avons utilisé à la lettre contre une entreprise aux États-Unis qui utilisait du bois de rose illégal. Tout récemment aussi, nous l'avons utilisé dans un cas de flagrant délit sur une société qui utilisait des produits en bois précieux transformés. C'était le cas de "Lumber Liquidators". Sur ce cas, les bois étaient utilisés principalement dans les matériaux de construction. Cette société américaine a été accusé d'importer illégalement des bois de l'Extrême-Orient russe, via

la Chine.Elle a été condamnée à payer une amende de 5 millions de dollars par le ministère de la Justice des États-Unis l'automne dernier.

Ces types de mesures de répression doivent faire prendre conscience que c'est une mauvaise chose; qu'il faut sensibiliser les consommateurs de ces produits afin qu'ils ne cherchent pas des produits comme des guitares fabriqués à partir de bois obtenus illégalement.
Avec la CITES, le *Lacey Act* est un outil-clé et leur application est un défi pour nous comme il est pour le peuple dans le monde entier. Nous n'avons pas autant de ressources que nous voudrions, mais nous avons augmenté ces ressources et avons implanté des attaches dans le monde entier pour que nous puissions apporter notre appui dans les pays sources, y compris, comme j'ai mentionné, en Afrique .

Je voudrais juste mentionner que le concept du *Lacey Act*, qui est une loi américaine, est que nous avons autorité pour aider d'autres pays à faire respecter leurs propres lois. Si du bois est emmené illégalement d'un pays source, il est considéré comme de l'importation clandestine aux États-Unis parce qu'il viole les lois du pays d'accueil. Le même concept est inclus dans l'accord de commerce de Partenariat Trans-Pacifique. Tous les pays qui s'inscrivent à cet accord commercial s'engagent réellement à f
aire appliquer les lois anti-violations d'autres pays concernant les trafics illégaux. Donc, c'est un concept d'aide réciproque et c'est très important.

Traduit de l'anglais et dossier de Jeannot Ramambazafy – 20 janvier 2016